

qui construira la société communiste. Les ouvriers d'Espagne se battent comme des lions, mais ils sont battus parce qu'ils sont dirigés par les traîtres dans l'enceinte de la forteresse ennemie sur les Fronts territoriaux. De leur défaite, jaillira la digue de fer de la lutte des classes contre laquelle aucune arme n'aura de puissance car les travailleurs, qui devraient la diriger contre leurs frères, sauront s'en servir contre leur ennemi de classe, pour la victoire de la révolution.

## Le ventre du capitalisme français orné des plumes du paon socialiste

Les récents conflits du textile à Lille, bien qu'englobant un nombre beaucoup moins grand d'ouvriers que les mouvements de mai et juin derniers, ont soulevé une grande émotion. L'on était, en effet, à un point crucial de la politique économique du capitalisme français, de cette politique — pour nous entendre — qui fonctionne sous le nom de programme du Rassemblement Populaire. La vieille rengaine ! Blum avait dit qu'il fallait que « le pays se fasse confiance à lui-même », la mystique du mouvement devait suffire à résoudre le problème économique. Créer une plus grande puissance d'achat signifiait déterminer la reprise : pour augmenter la capacité d'achats, augmentons les salaires, ce qui n'aurait eu aucune influence sur les prix puisque l'intensification de la production aurait permis de fragmenter les charges fixes sur une plus ample quantité de produits, et permettait une stabilité des prix. Faisant chorus aux vieilles stupidités que M. Blum débitait, son compère Thorez dissertait d'économie marxiste en prouvant, texte en main (brrr...) que Marx avait déjà dit que dans les prix de revient, le facteur salaire intervient pour une quantité toujours inférieure à cause de la progression technique.

Quelqu'un a dit qu'il faut se méfier surtout des ouvriers parvenus. Parce qu'un bistouri leur échoit en récompense de leurs fanfaronnades, ils sont capables d'opérer comme chirurgien en chef. Thorez, ne pouvait pas comprendre que Marx, pour lutter contre le nihilisme social, prouvait que les ouvriers pouvaient lutter pour des augmentations de salaires, sans en être nécessairement extorqués par le capitalisme au travers des augmentations des prix et cela parce qu'ils mettaient leurs conquêtes au service de leur lutte de classe dont l'aboutissement ne peut être que la destruction du régime capitaliste. Car enfin, n'importe quel syllabus marxiste dit aux ouvriers que la valeur du produit est donnée par la valeur du travail qui y est incorporé et, donc, que tout est, travail dans le produit, celui payé, l'autre volé, le reste étant cristallisé dans l'accumulation. Le Front Populaire en France n'a fait que remâcher de bien vieilles choses et, en juin, au travers de l'accord Matignon, au nom et pour compte du capitalisme, il a réussi ce miracle d'amener la classe ouvrière à faire volontairement confiance au capitalisme. Une opération analogue ne s'est faite en Italie et en Allemagne qu'au travers de luttes sanglantes.

En juin, la classe ouvrière eut confiance dans le capitalisme et déposa les armes de la lutte. Trois mois ne s'étaient pas encore écoulés, qu'à Lille l'alerte fut donnée. Les ouvriers en avaient assez d'être roulés, le patronat exigeait, de sa part, qu'une nouvelle saignée soit faite aux conditions de vie des ouvriers. Le chef des industriels de Lille parla clairement : en tant que patrons nous ne pouvons pas céder sans mettre en danger la vie de « nos » entreprises; en tant que français nous ne serons pas sourds.

Blum comprit à merveille. La dévaluation ne pouvait plus être différée. Contre de considérables compensations fiscales et autres le patronat avait par-ci par-là concédé des augmentations de salaires et accepté de camoufler le chômage au travers des congés payés. Mais ces demi-mesures ne pouvaient pas durer indéfiniment. Il fallait arriver à une solution : c'est cela que signifiait le conflit de Lille. Le Front Populaire

avait pris toutes ses dispositions pour retenir les ouvriers et Jouhaux s'était dépêché d'accourir à Lille pour parler de la nécessité de soutenir la lutte des travailleurs espagnols au travers d'une action tendant à lever le blocus contre le gouvernement républicain. Le conflit traîne. Enfin, il se résoud inopinément après de longs pourparlers. Combien ont-ils obtenu les patrons ? Impossible de l'établir, d'autant plus que les récentes révélations de l'« Humanité » nous montrent bien Blum qui sait magnifiquement avoir recours aux seuls arguments capables d'agir entre compères capitalistes : au gouvernement fasciste de Mussolini, le gouvernement antifasciste de France a livré pas mal de milliards pour obtenir sans doute l'observance du pacte de neutralité en Espagne. Mais pour pouvoir dépenser des milliards pour la défense nationale, le gouvernement au Front Populaire a fait ce que n'importe quel autre gouvernement de droite aurait fait, l'Etat doit les trouver quelque part et puisqu'il n'est possible de trouver des capitaux qu'en les extorquant à la classe ouvrière, une si ample opération financière ne pouvait être faite qu'au travers de la dévaluation.

Et maintenant qu'est-ce donc que la dévaluation ? L'amputation de la valeur de capitaux soustraits aux ouvriers et qui gisaient dans les banques faute de pouvoir être incorporés dans la production. Il faut remarquer, entre parenthèses, que depuis le gouvernement Blum la production, loin d'augmenter, avait diminué, signe évident de la gravité de la situation économique. Qui fait les frais de cette amputation ? Non les capitalistes qui ont mille moyens pour sauvegarder intégralement leurs intérêts, les uns au travers de la réévaluation des revenus variables, les autres au travers des compensations qu'ils obtiendront avec l'aide de l'Etat, mais les ouvriers ? Tout d'abord la décongestion de l'appareil économique bloqué, est en définitive le sacrifice de possibilités révolutionnaires de lutte du prolétariat. Ensuite les récentes discussions au Sénat et au Parlement, ont fait tomber jusqu'à l'échelle mobile des salaires, la seule — et bien faible ! — mesure qui aurait pu atténuer les conséquences néfastes pour les conditions de vie des travailleurs.

Il n'est nullement étonnant qu'une profonde commotion sociale se soit produite à la suite de la dévaluation et que la droite ait cru le moment venu pour une première mobilisation massive. Il est impossible de faire des prévisions dans une matière si complexe et dans laquelle d'ailleurs les partenaires capitalistes ne parviennent pas à avoir une perspective d'avenir. En Angleterre, la dévaluation put être faite, en 1931, sans que de profondes secousses sociales se déterminent, alors qu'en Amérique, Roosevelt lança sa double attaque contre la classe ouvrière : la Nira, pour la canaliser, des armées de police pour la mitrailler. En Belgique, c'est à retardement que les conflits sociaux ont éclaté.

Pour ce qui concerne la France, il est impossible, à l'heure actuelle de dire si les réserves coloniales qu'elle possède lui permettront de répéter l'expérience anglaise, bien que tout laisse supposer que nous assisterons à brève échéance à une attaque frontale contre la classe ouvrière, si pas sous la direction de la droite, par formation intermédiaire au travers d'un gouvernement d'Union Nationale d'un type encore plus réactionnaire que celui que forma Doumergue au lendemain du 6 février 1934.

Mais quelles que soient les mesures auxquelles le capitalisme français aura recours dans un proche avenir, le devoir des communistes, consiste à soulever dès maintenant, devant la classe ouvrière, la vision des dangers qui s'accumulent et la nécessité de déclencher des mouvements revendicatifs, avec la certitude que même le gouvernement du Front Populaire de Blum n'hésitera pas à employer la violence policière, comme ce fut déjà le cas pour la grève des garçons de café de Paris.

Le front de classe commence à se démantibuler en France. Pour le reconstruire il n'y a qu'un plan : celui de la lutte contre le capitalisme. Les événements d'Espagne